



ASSEMBLÉE  
NATIONALE

Christophe PREMAT

DEPUTE DE LA TROISIEME  
CIRCONSCRIPTION DES FRANÇAIS  
ETABLIS HORS DE FRANCE

MEMBRE DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES CULTURELLES  
ET DE L'EDUCATION

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Paris, le 4 janvier 2017

A qui de droit

**Objet :** interrogations répétées sur l'opportunité des rejets de boues rouges en mer Méditerranée

En ma qualité de député, je suis le dossier du rejet des boues rouges en Méditerranée depuis plus de deux ans. Intéressé par les problématiques de recyclage de déchets (<https://christophepremat.com/2016/01/18/mes-interventions-en-seance-publique-lors-de-l'examen-de-5-propositions-ecologistes/>), d'économie circulaire, et éclairé par les pratiques des pays d'Europe du Nord (chauffage à l'aide de la combustion de déchets), je me suis naturellement penché sur le dossier du rejet des boues rouges.

En tant que législateur votant sur les projets de loi de finances et fixant le montant des taxes, il est de mon devoir de m'intéresser aux taxes sur les activités polluantes. J'ai à ce titre plusieurs fois alerté le gouvernement sur le danger d'une extension de la dérogation concernant l'autorisation de rejet par le préfet (<https://christophepremat.com/2016/06/17/rejet-de-boues-rouges-de-lusine-alteo-de-gardanne-la-reponse-de-la-ministre-a-ma-question-ecrite/>). Je me suis également posé la question du contrôle de l'application de la taxe sur les activités polluantes (<https://christophepremat.com/2016/10/16/ma-question-ecrite-sur-lharmonisation-de-la-redevance-sur-leau-et-sur-le-controle-de-lapplication-de-la-taxe-sur-les-activites-polluantes/>) puisque nous avons eu ce débat au Parlement lors du débat sur la proposition de loi de Michel Lesage sur un droit d'accès à l'eau potable (<http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion2715.asp>).

Je suis soucieux pour ma part de l'équilibre entre montages financiers faisant intervenir de l'argent public par le biais de mesures de défiscalisation, respect de l'environnement en conformité avec la charte de l'environnement adoptée en 1996 et possibilités d'une activité économique (<https://christophepremat.com/2016/06/09/mon-intervention-sur-le-projet-de-loi-transparence-lutte-contre-la-corruption-et-modernisation-de-la-vie-economique/>; <http://www.assemblee.mobi/14/cr/html/20160210.asp>). J'ai eu dans ce dossier sensible un échange avec la direction de l'usine Altéo (<https://christophepremat.com/2016/06/01/rejet-de-boues-rouges-mon-courrier-au-president-de-lusine-alteo-de-gardanne/>; <https://christophepremat.files.wordpress.com/2016/06/courrier-alteo.pdf>).

Plusieurs procédés de recyclage sont évoqués, mon souci est plutôt celui de la viabilité d'une telle activité qui me semble condamnée et qui contribue à menacer l'environnement sur le très long terme. Il y a eu à mon sens une série de mauvaises décisions économiques depuis l'aventure de Péchiney (<https://christophepremat.com/2016/08/30/le-rejet-des-boues-rouges-en-meditteranee-un-scandale-insense/>) puisque j'ai eu l'occasion de sortir des archives de l'Assemblée nationale des débats datant de 1963 portant sur l'opportunité de ces rejets en mer. La législation européenne est très claire sur les sites Natura 2000 et sur le parc des calanques, je souhaiterais qu'une issue soit trouvée à ce dossier afin que l'impact environnemental ne soit pas irréversible.

Je me tiens à votre disposition pour tout autre renseignement complémentaire sur ce dossier.

  
Christophe PREMAT